



NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ (DSC)

SOUS-COMMISSION SUR LA COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ (DSCTC)

CHANGER DE CAP : L'ÉVOLUTION RAPIDE DE LA SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE APRÈS L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

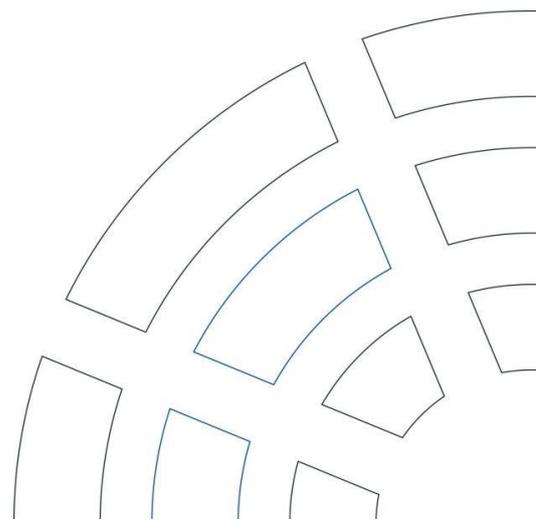
Rapport

Jeroen VAN WIJNGAARDEN (Pays-Bas)

Rapporteur

019 DSCTC 23 F rév.1 fin - Original : anglais – 7 octobre 2023

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement distincte de l'OTAN. Ce rapport a été adopté par la commission de la défense et de la sécurité au cours de la session annuelle 2023 qui s'est tenue à Copenhague (Danemark). Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.



L'invasion russe en Ukraine a déclenché sur le continent européen la guerre conventionnelle la plus brutale et la plus lourde de conséquences depuis la seconde guerre mondiale. Les ondes de choc se sont fait ressentir instantanément et continuent de se propager sur le flanc oriental de l'Alliance, du Grand Nord jusque dans la région de la mer Noire et en Méditerranée. Les répercussions en matière de sécurité dans la Baltique pourrait entraîner une transformation radicale dans l'ordre de sécurité régional.

Par anticipation d'une invasion imminente de l'Ukraine par la Russie - et immédiatement à la suite de celle-ci -, les Alliés y ont déployé des forces maritimes, terrestres et aériennes aux fins de consolider la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Le 18 mai 2022, soit moins de trois mois plus tard, la Suède et la Finlande ont simultanément remis leur lettre officielle de demande d'adhésion à l'OTAN. Par ce geste, les deux États ont abandonné une neutralité militaire historique, pourtant relativement bien enracinée. L'adhésion de la Finlande et celle, imminente, de la Suède à l'OTAN auront un profond retentissement sur l'ordre de sécurité de la région de la mer Baltique.

Il est impératif de mettre rapidement en œuvre les nouveaux fondements de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. À cette fin, les Alliés ont approuvé six décisions spécifiques lors du sommet de Vilnius, dont la mise en œuvre de trois nouveaux plans de défense régionaux établissant clairement les responsabilités de chaque État membre. Les Alliés de la région de la mer Baltique devront donc investir dans des structures de forces adaptées pour assumer ces responsabilités. Les priorités immédiates résideront dans des forces terrestres aptes au combat, des systèmes de défense aérienne et antimissile intégrée, une artillerie à puissance de feu longue portée, des capacités ISR avancées ainsi que dans la logistique. La mise en œuvre du nouvel engagement en matière d'investissements de défense convenue par les États membres lors du sommet devrait permettre aux Alliés de pourvoir à une grande partie des ressources nécessaires à ces efforts.

Ce rapport relate les principaux changements de sécurité ayant eu lieu dans la région de la mer Baltique depuis la fin de la guerre froide, en mettant l'accent sur les dernières évolutions rapides en matière de sécurité régionale après 2014. Ces changements expliquent dans une large mesure la volte-face relative effectuée par la Finlande et la Suède dans leurs politiques de sécurité extérieure. Ce document évalue l'impact provoqué par l'expansion du flanc nord-est de l'OTAN au travers de l'adhésion de la Finlande en tant que 31^e Allié et examine quelle sera la contribution immédiate de ce pays à l'Alliance, quelle sera la contribution potentielle de la Suède, et *in fine*, quels rôles ces deux pays seront amenés à jouer au sein de l'Alliance. Il se conclut par une série de recommandations adressées aux parlements et aux gouvernements des États membres de l'OTAN en vue d'anticiper sur une nouvelle année qui promet son lot de défis et de transformations rapides dans le paysage de sécurité euro-atlantique. Celles-ci incluent notamment un soutien continu de la candidature suédoise et préconisent un renforcement de la présence avancée des Alliés dans la région, qui soit consolidé par des ressources d'ISR améliorées, des capacités de frappe à longue portée, des systèmes de défense aérienne améliorés ainsi que des défenses côtières.

I-	INTRODUCTION	1
II-	UNE « TEMPORISATION STRATÉGIQUE » POUR ENCAISSER LES DIVIDENDES DE LA PAIX.....	2
III-	LE TOURNANT DÉCISIF DE 2014 : UN REGAIN D'INTÉRÊT POUR LA SÉCURITÉ NORDICO-BALTE, 2014-2022.....	3
IV-	LE CHOC DE L'INVASION À GRANDE ÉCHELLE DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE	8
V-	MENACES SUR LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES ET POURSUITE DES ACTIONS DE LA RUSSIE EN ZONE GRISE.....	9
VI-	L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LE DISTRICT MILITAIRE OUEST DE LA RUSSIE	10
VII-	CONCLUSIONS DU SOMMET DE VILNIUS POUR LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE	11
VIII-	ÉVOLUTION DE LA SITUATION SUR LE FLANC NORD-EST DE L'ALLIANCE : LES CANDIDATURES À L'OTAN DE LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE	13
IX-	CONCLUSIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN, DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OTAN ET DES GOUVERNEMENTS DE LA SUÈDE ET DE LA FINLANDE	18
	BIBLIOGRAPHIE	22

I- INTRODUCTION

1. L'invasion russe en Ukraine a déclenché sur le continent européen la guerre conventionnelle la plus brutale et la plus lourde de conséquences depuis la seconde guerre mondiale. Les ondes de choc se sont fait ressentir instantanément et continuent de se propager sur le flanc oriental de l'Alliance, du Grand Nord jusque dans la région de la mer Noire et en Méditerranée. Les répercussions en matière de sécurité dans la Baltique pourrait entraîner une transformation radicale dans l'ordre de sécurité régional.

2. Par anticipation d'une invasion imminente de l'Ukraine par la Russie et immédiatement à la suite de celle-ci, les Alliés y ont déployé des forces maritimes, terrestres et aériennes aux fins de consolider la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Le 18 mai 2022, soit moins de trois mois plus tard, la Suède et la Finlande ont simultanément remis leur lettre officielle de demande d'adhésion à l'OTAN. Par ce geste, les deux États ont abandonné une neutralité militaire historique, pourtant relativement bien enracinée. L'adhésion de la Finlande et la future adhésion de la Suède à l'OTAN auront un profond retentissement sur l'ordre de sécurité de la région de la mer Baltique.

3. À l'occasion du sommet de Vilnius, les Alliés ont clairement souligné le caractère absolument impératif de mettre en œuvre le nouveau dispositif de dissuasion et de défense dont les trois nouveaux plans régionaux attribuant des responsabilités spécifiques à chacun des Alliés concernés. Les Alliés de la région de la mer Baltique devront donc investir dans des structures de forces adaptées pour assumer ces responsabilités. Les priorités immédiates résident dans des forces terrestres aptes au combat, des systèmes de défense aérienne et antimissile intégrée, une artillerie à puissance de feu longue portée, des capacités d'ISR, ainsi que dans la logistique. La mise en œuvre du nouvel engagement en matière d'investissements de défense convenue par les États membres lors du sommet devrait permettre aux Alliés de pourvoir à une grande partie des ressources nécessaires à ces efforts.

4. Ce rapport présente les principaux changements de sécurité ayant eu lieu dans la région de la mer Baltique depuis la fin de la guerre froide, en mettant l'accent sur l'évolution rapide de la sécurité régionale après 2014. Ces changements expliquent dans une large mesure la volte-face relative effectuée par la Finlande et la Suède dans leurs politiques de sécurité extérieure. Ce rapport évalue l'impact de l'expansion du flanc nord-est de l'OTAN via l'adhésion de la Finlande en tant que 31e Allié et examine les contributions immédiates de la Finlande à l'Alliance – et ce que la Suède pourrait potentiellement lui apporter – ainsi que le rôle pressenti pour chacun de ces États au sein de l'Alliance après leur adhésion. Il se conclut par une série de recommandations adressées aux parlements et aux gouvernements des États membres de l'OTAN en vue d'anticiper sur une nouvelle année qui promet déjà son lot de défis et de transformations rapides dans le paysage de sécurité euro-atlantique. qui incluent notamment le soutien continu de la candidature de la Suède à l'adhésion et le renforcement de la présence avancée des Alliés dans la région consolidée par des ressources d'ISR améliorées, des capacités de frappe à longue portée, des systèmes de défense aérienne améliorés et des défenses côtières.

II- UNE « TEMPORISATION STRATÉGIQUE » POUR ENCAISSER LES DIVIDENDES DE LA PAIX

5. Au cours des premières décennies qui ont suivi la guerre froide, la situation politique a beaucoup évolué dans la région de la mer Baltique. La dissolution de l'Union soviétique a entraîné l'apparition immédiate d'initiatives de coopération politique régionale, comme le Conseil des États de la mer Baltique, créé en 1992, qui ont commencé à estomper le clivage maritime est-ouest. La Pologne et les États baltes se sont rapidement démocratisés, et même la Russie a tenté une transition démocratique dans les années 1990. Cependant, tandis que l'expérience démocratique de la Russie échouait à l'aube du XXI^e siècle, la Pologne et les États baltes se sont engagés sur la voie de l'intégration euro-atlantique : la Pologne a en effet rejoint l'OTAN en 1999, les États baltes en 2004 ; la Finlande et la Suède sont entrées dans l'UE en 1995, la Pologne et les États baltes en 2004. Au début des années 2000, tous les États de la région de la mer Baltique étaient tournés vers l'Occident pour envisager l'avenir, à l'exception de la Russie.

6. Durant la période de l'après-guerre froide, la région de la mer Baltique s'est distinguée non seulement par le renforcement de la coopération politique, mais aussi par la croissance liée à l'intensification du commerce. Par exemple, une étude révèle que¹ les économies de la région de la mer Baltique ont enregistré une croissance moyenne de 2,7 % de 1995 à 2017, alors que celle des 28 pays de l'UE était de 1,6 % sur la même période (Skillings, 2018). Sur la même période, l'écart des revenus a diminué de moitié entre les pays nordiques, les États baltes et la Pologne. Cette connectivité accrue a entraîné un essor du commerce maritime entre les États baltes ainsi que la construction de nombreuses infrastructures sous-marines, telles que des câbles de télécommunication et des pipelines. Les flux d'énergie, de communication et de matières premières qui en ont résulté ont stimulé la croissance et une intégration économique toujours plus étroite.

7. Les décennies de paix qui ont suivi la fin de la guerre froide ont également entraîné une période de réflexion sur la raison d'être des forces armées dans ces régions, en particulier dans les pays nordiques. La Suède a d'ailleurs qualifié cette période de « temporisation stratégique » (Milne, 2017). Les pays nordiques ont alors encaissé les dividendes de la paix sous la forme d'une réduction significative des investissements de défense, ce qui a successivement entraîné une diminution des capacités militaires. Les investissements de défense de la Suède, par exemple, ont oscillé autour de 1 % du PIB national entre 2004 et 2014, contre 2 % à la fin de la guerre froide et 4 % dans les années 1960 (Braustein, 2021). Les États nordiques ont connu des tendances à la baisse similaires, bien que les creux se soient stabilisés à des niveaux légèrement supérieurs.

8. Ceux-ci² ont aussi procédé à une réorganisation partielle de leurs forces afin de répondre à la demande des Alliés et des partenaires qui, suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, souhaitent se doter de forces expéditionnaires plus robustes, capables de s'associer à des opérations de lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale. Les ressources militaires des pays nordiques étant déjà restreintes, ces efforts les ont détournés de la défense de leur territoire et de la surveillance de l'espace maritime de la mer Baltique. La Finlande a cependant fait exception en continuant à financer et à entraîner les forces nécessaires à sa défense territoriale, le pays ayant amèrement appris à se méfier de la Russie après des siècles de guerres et d'occupation territoriale.

¹ L'étude inclut dans son analyse des données les pays nordiques européens, les États baltes et la Pologne, mais pas l'Allemagne.

² Islande, Norvège, Danemark, Suède et Finlande (y compris les territoires autonomes des îles Féroé et du Groenland (Royaume du Danemark), et l'archipel finlandais d'Åland).

9. Les États nordiques ont établi de nombreuses politiques de sécurité et affiliations avec les institutions euro-atlantiques. Certains sont membres de l'OTAN, mais pas de l'UE, tandis que d'autres sont membres de l'UE, mais pas de l'OTAN, et chacun participe, à des degrés divers, à des missions et à des opérations de l'une, de l'autre, ou des deux. En revanche, l'Allemagne, la Pologne ainsi que les trois États baltes sont tous membres de l'OTAN et de l'UE et participent aux missions militaires et de sécurité des deux organisations. Pour surmonter la diversité de leurs approches, les pays nordiques ont mis en place la coopération nordique de défense (NORDEFCO), destinée à institutionnaliser des stratégies auparavant ad hoc de coopération en matière de défense. La création de la NORDEFCO avait pour but évident d'améliorer l'efficacité d'utilisation des ressources de défense relativement minces de ces régions. En 2011, les États baltes ont été invités à prendre part à certains domaines de la coopération, souvent qualifiés de coopération nordique de défense, ou NORDEFCO+3 (Forsberg, 2013).

III- LE TOURNANT DÉCISIF DE 2014 : UN REGAIN D'INTÉRÊT POUR LA SÉCURITÉ NORDICO-BALTE, 2014-2022

A. DURCISSEMENT DE LA STRATÉGIE RUSSE DE LA CORDE RAIDE DANS LA RÉGION DE LA BALTIQUE ET RÉACTION DES ALLIÉS

10. L'annexion illégale et illégitime de la Crimée par la Russie et le soutien financier et militaire apporté aux formations armées dans l'est de l'Ukraine en février et mars 2014 ont provoqué des ondes de choc au sein de l'Alliance. La Russie a eu recours à la force de manière éhontée pour modifier les frontières établies dans le but d'étendre son propre territoire au détriment d'un État souverain et indépendant. En réaction, l'Alliance a suspendu toute coopération civile et militaire pratique avec la Russie en avril 2014³, ce qui a donné le véritable coup d'envoi à la sérieuse détérioration des relations entre la Russie et l'OTAN dans l'ère de l'après-guerre froide.

11. Depuis, la dynamique de sécurité dans la région de la mer Baltique a considérablement évolué. Dans le cadre du plan d'action « réactivité » (RAP) annoncé lors du sommet du pays de Galles en septembre 2014, les Alliés ont pris les premières mesures importantes de l'après-guerre froide pour renforcer leur posture de dissuasion et de défense sur le flanc oriental de l'Alliance. L'une des priorités du RAP était la région de la Baltique, que de nombreux analystes considéraient (et considèrent encore) comme stratégiquement vulnérable en raison de sa situation géopolitique unique caractérisée entre autres par : la vulnérabilité relative des trois États baltes au nord-est de l'exclave russe de Kaliningrad et de son allié le Bélarus, la présence des Alliés et de leurs partenaires que sont la Suède et la Finlande, et la configuration géographique de la mer, dont les détroits exigus régissent entrées et sorties. Ces mesures incluaient le quadruplement de la flotte de la police du ciel de l'OTAN dans les États baltes (portant le nombre d'avions de 4 à 16), l'augmentation du nombre de vols de reconnaissance des systèmes aéroportés de détection et de contrôle (AWACS) de l'OTAN et un renforcement des forces navales opérant et s'exerçant dans la région. Elles incluaient aussi la création d'unités d'intégration des forces OTAN (NFIU) pour faciliter le déploiement rapide

3 L'Assemblée parlementaire de l'OTAN a retiré à la Russie son statut de membre associé de l'Assemblée en mars 2014.

des forces alliées⁴ sur le flanc oriental et soutenir la planification de la défense, l'entraînement et les exercices. Les NFIU de la région de la Baltique ont été établies dans les trois États baltes et en Pologne.

12. En outre, dans le cadre du concept de pays-cadre⁵, adopté à l'approche du sommet du pays de Galles de 2014, le Royaume-Uni a accepté de prendre la tête d'une initiative de pays-cadre dans la région de la mer Baltique, la force expéditionnaire interarmées (JEF). L'accord initial sur la JEF a été signé en 2015 entre le Royaume-Uni, le Danemark, l'Estonie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Lituanie et la Norvège (et a été mis à jour en 2021 pour inclure l'Islande, la Finlande et la Suède)^{6,7}. La JEF inclut une clause d'engagement qui permet aux membres de fournir des capacités et une expertise en fonction de la tâche et des membres impliqués. Le Royaume-Uni assure le commandement et le contrôle de la JEF par l'intermédiaire de son quartier général de forces interarmées permanentes (SJFHQ) déployable à Northwood, en Angleterre.

13. Les efforts des Alliés pour renforcer la défense collective dans la région de la Baltique se sont avérés nécessaires puisque, parallèlement à son intervention en Ukraine, la Russie a considérablement durci sa politique étrangère à l'égard des États membres de l'OTAN. Avec une rhétorique toujours plus véhémente, la Russie n'a cessé de dénoncer les actions de l'Alliance et d'exprimer clairement son intention de saper les intérêts de l'OTAN partout et chaque fois que possible, ce qui a entraîné une escalade rapide des confrontations militaires entre les forces aériennes, maritimes et terrestres de la Russie et celles de l'OTAN et de ses partenaires européens. Selon un rapport, plus de 50 incidents avaient eu lieu fin 2014, notamment des violations de l'espace aérien (entraînant souvent des décollages d'urgence à des fins de surveillance et d'escorte), des quasi-collisions en vol (entre des avions militaires, mais aussi civils), des confrontations en mer, etc. (Frear, et coll., 2014). La plupart des incidents ont eu lieu en surface, dans, au-dessus ou autour de la mer Baltique, ce qui a nettement accru les tensions entre la Russie d'une part et l'Alliance et ses partenaires, la Suède et la Finlande d'autre part.

14. Fin 2014, le positionnement anti-OTAN de la Russie s'est considérablement durci, comme en attestait la classification en « menace » des « infrastructures militaires » de l'OTAN dans une nouvelle doctrine militaire publiée le 25 décembre (Oliker, 2016). En 2015, le rythme des incidents a continué de s'accroître et, comme des responsables régionaux de la défense l'ont indiqué aux délégations de la commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), la portée et la sophistication des plateformes russes impliquées dans ces incidents ont suscité de vives inquiétudes (AP-OTAN, 2015, 2016, 2018, 2019). Par ailleurs, les activités au sein de la zone grise russe se sont beaucoup renforcées, prenant la forme de pressions économiques, de campagnes de désinformation (et de propagande), de cyberattaques, d'une

4 Le plan d'action « réactivité » annoncé au sommet du pays de Galles consistait en une série de mesures destinées à rassurer les Alliés d'Europe centrale et orientale et à adapter les structures de commandement et l'état de préparation des forces alliées. La mesure la plus importante annoncée a été le triplement des effectifs de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) à 40 000 soldats et la création de la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) conçue comme une « force fer-de-lance » qui compte sur un effectif de quelque 5 000 personnes.

5 Dans le cadre du concept de pays-cadre, les Alliés ont accepté de développer des pays-cadres (des groupements restreints au sein de l'Alliance, mais incluant des partenaires), avec des pays chefs de file fournissant le cadre de commandement et de contrôle. L'objectif était d'inciter les pays d'une région ou historiquement membres d'une coopération à coordonner leurs exercices, le développement de leurs capacités et leur doctrine. Ce concept visait à améliorer l'interopérabilité, le partage des charges et la sécurité des régions de l'OTAN.

6 <https://www.gov.uk/government/news/uk-led-joint-force-launched-to-tackle-common-threats>

7 <https://www.gov.uk/government/publications/joint-expeditionary-force-policy-direction-july-2021/joint-expeditionary-force-jef-policy-direction>

escalade de la rhétorique de confrontation avec l'Occident, de l'utilisation de drones le long d'infrastructures maritimes et militaires critiques. Cette évolution était particulièrement flagrante dans les États baltes.

15. Durant la même période, la Russie a régulièrement renforcé les capacités de ses bulles de déni d'accès/interdiction de zone (A2/AD)⁸. Avec ses nombreuses bulles A2/AD, la Russie commence à disposer de capacités de frappe de précision complémentaires et redondantes, depuis le bastion des forces stratégiques de la Russie sur la péninsule de Kola, dans la mer de Barents, jusqu'à la péninsule de Crimée, dans la mer Noire. Les capacités A2/AD dans la région de la mer Baltique – à Kaliningrad et à Saint-Pétersbourg – ont été renforcées par les capacités de frappe du district militaire Ouest, situé à proximité du Bélarus et des États baltes (Hicks, et coll. 2016). La capacité de la Russie à frapper à distance avec précision grâce à ses nouveaux systèmes de missiles *Iskander-M* et *Iskander-K* (capables de transporter des ogives conventionnelles et nucléaires) met en danger non seulement les États de la région de la mer Baltique, mais aussi d'autres bases otaniennes situées à leur portée. La Russie a déployé le missile *Iskander-M* à Kaliningrad en 2016 (Reuters, 2016). Par ailleurs, des experts de la *Federation of American Scientists* affirment qu'à la même époque, la Russie a entamé la « rénovation majeure » d'un « site de stockage d'armes nucléaires actives » à Kaliningrad (Kristensen, 2018).

B. RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE ALLIÉE ET DÉFIS PRINCIPAUX EN MATIÈRE DE DÉFENSE

16. Les inquiétudes croissantes concernant la vulnérabilité des États baltes ont conduit les Alliés à annoncer la mise en place de la *présence avancée rehaussée* (eFP) lors du sommet de 2016 à Varsovie. L'eFP consiste en plusieurs groupements tactiques multinationaux, composés chacun d'environ 1 000 soldats, déployés en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne sur la base d'une rotation permanente. La présence de ces groupements a été consolidée par l'établissement de la division multinationale nord-est (MND-NE) en Pologne, qui coordonne leurs activités. Au total, 23 Alliés contribuent aux groupements tactiques de l'eFP.

17. En dépit de ces initiatives et de ces efforts, la région de la mer Baltique est restée extrêmement vulnérable, ce qui s'explique à la fois par le durcissement de la stratégie de la corde raide au niveau régional entre la Russie et les Alliés et partenaires régionaux de l'OTAN, et par le consensus croissant selon lequel les Alliés auraient du mal à repousser une attaque concertée de la Russie contre les États baltes. La RAND Corporation a mené une série d'exercices de simulation et a conclu qu'il ne faudrait pas plus de 60 heures aux forces russes pour atteindre Tallinn ou Riga (Shlapak, 2016). Comme l'ont indiqué certains experts, les bataillons multinationaux de l'eFP, tels qu'ils ont été déployés, étaient tout simplement insuffisants pour assurer la défense des objectifs déclarés des Alliés : alors que ces bataillons comptaient un peu moins de 5 000 soldats, les experts ont estimé que l'OTAN aurait besoin d'environ 35 000 soldats dans les pays baltes, dotés d'équipements bien plus perfectionnés, tels que des systèmes de défense aérienne et des blindés lourds, pour se défendre et repousser une attaque russe (Shlapak, 2016). Compte tenu de la supériorité numérique des forces russes dans le district militaire Ouest et de sa proximité géographique avec des lignes de ravitaillement robustes et sécurisées jusqu'aux frontières de l'Estonie et de la Lettonie, une incursion russe dans les pays baltes entraînerait les Alliés dans un combat acharné pour récupérer des territoires rapidement conquis.

8 Les forces et infrastructures A2/AD sont destinées à empêcher un combattant ennemi d'entrer dans une région ou, une fois qu'il y est entré, à réduire considérablement sa capacité de manœuvre. Les forces et infrastructures A2/AD comprennent des systèmes de défense aérienne, des forces de lutte maritime ainsi que des missiles de théâtre et des armes guidées de précision.

18. À ce titre, l'attention portée par les Alliés à la région de la mer Baltique est apparue tout à fait insuffisante. Tout d'abord, l'ensemble du concept de défense du flanc oriental reposait sur une posture de défense à « effet de déclenchement », ce qui signifie que les forces relativement restreintes en place nécessiteraient l'envoi rapide de renforts du centre vers la périphérie de l'Alliance. D'un point de vue théorique, le concept d'effet de déclenchement suggère de façon implicite que les Alliés céderaient des territoires dans la région en cas d'attaque russe. Ensuite, d'un point de vue géostratégique et tactique, le renforcement des capacités dans les pays baltes présente plusieurs obstacles, dont deux principaux. Comme indiqué plus haut, le projet de consolider les forces des États baltes pour faire face à toute situation d'urgence a été contrarié par la géographie de l'Alliance dans la région et par le statut des forces russes le long de ses frontières occidentales et à Kaliningrad : en termes de planification de défense, la présence de la trouée de Suwałki (l'étroite bande de terre située entre la Pologne et la Lituanie reliant Kaliningrad et le Bélarus) et la complexité croissante des bulles A2/AD dans la région ont rendu la perspective d'un renforcement des États baltes encore plus difficile que dans toute autre région de l'Alliance. L'amélioration de la robustesse des bulles A2/AD russes dans cette exclave a rendu très difficiles l'accès à cette région et la mise en œuvre d'opérations sur le plan militaire.

C. AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION ET CAPACITÉS DE RENFORCEMENT

19. Compte tenu de la dégradation continue des relations entre la Russie et l'OTAN, ainsi que des efforts concertés de la Russie pour moderniser ses forces conventionnelles et stratégiques, les développer et les déployer le long de ses frontières avec l'OTAN, les Alliés ont annoncé la mise en œuvre de l'*Initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN* lors du sommet de Bruxelles de juillet 2018. Cette initiative vise à ajouter d'importantes capacités de renforcement aux adaptations du RAP de 2014. Dans le cadre de cette initiative, les Alliés se sont engagés à coordonner la mise à disposition de 30 bataillons, de 30 escadrons aériens et de 30 navires de combat, avec un préavis de 30 jours, à des fins de renforcement, d'opérations de combat ou d'intervention en cas de crise. Cette initiative a appuyé les efforts destinés à consolider la présence des Alliés dans la région via un recours accru aux exercices des forces terrestres, aériennes et maritimes, ainsi que via la multiplication des patrouilles effectuées par les forces navales permanentes de l'OTAN et par les Alliés. L'une des priorités de cette initiative était de veiller à ce que les Alliés disposent des capacités nécessaires pour percer la bulle A2/AD russe de l'exclave de Kaliningrad, et donc de renforcer les forces de l'OTAN disponibles en cas de situation d'urgence.

20. Un an plus tard, en mai 2019, les chefs d'état-major de la défense des pays de l'OTAN ont approuvé une nouvelle stratégie militaire visant à mieux formuler les principaux objectifs militaires de l'Alliance, ainsi que les moyens nécessaires pour les atteindre. Cette nouvelle stratégie militaire était aussi une reconnaissance explicite des efforts de recentrage de l'Alliance sur la défense collective en tant que tâche fondamentale. Les adaptations postérieures à 2014 en avaient fait une réalité de fait, mais il était essentiel que tous les Alliés se concentrent de nouveau sur l'adaptation de la structure de forces afin que l'Alliance dispose des capacités suffisantes pour réagir à temps à une situation d'urgence sur le territoire allié.

21. Cette structure de forces a trouvé pour cadre le concept de dissuasion et de défense pour la zone euro-atlantique (DDA) de 2020 et le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre (NWCC) de 2021, deux concepts de mise en œuvre de la stratégie militaire de l'OTAN. Comme l'ont expliqué les représentants du Commandement allié Transformation (ACT) de l'OTAN aux membres de la délégation de la DSC lors de leur visite en mars 2023, le DDA fournit un cadre de mobilisation des capacités militaires alliées dans un objectif de dissuasion et de protection contre les menaces connues, tandis que le NWCC expose une vision à 20 ans du développement des capacités militaires des Alliés.

D. AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS DE DÉFENSE RÉGIONALE ET PRIORITÉS DE L'OTAN

22. Le changement radical du caractère stratégique de la région de la mer Baltique a conduit tous les pays de la région à augmenter considérablement leurs investissements de défense. En réponse au choc provoqué par les agissements de la Russie en Ukraine, les budgets de défense de la Lettonie et de la Lituanie ont affiché la plus forte croissance au monde entre 2014 et 2016 (TBT, 2016). Tous les États baltes ainsi que la Pologne⁹ ont franchi la barre des 2 % du PIB de l'engagement en matière d'investissements de défense, adopté au pays de Galles en 2014, et sont restés au-dessus de ce seuil (SIPRI Milex). Chaque pays a accordé la priorité à la modernisation de leurs forces, principalement en achetant de nouveaux équipements. Les États baltes ont presque doublé leurs commandes de nouveaux équipements en 2016, puis à nouveau deux ans plus tard (IISS, *The Military Balance*, 2023).

23. Parallèlement, les investissements de défense des pays nordiques, à l'exception de la Finlande, ont aussi augmenté de manière significative, mais pas au même rythme que ceux des États baltes. De plus, parmi les États nordiques, les anciennes divergences d'opinions quant aux rôles des institutions euro-atlantiques (et au rôle des pays nordiques au sein de ces institutions) pour la sécurité ont commencé à s'estomper vers une perception de l'OTAN comme axe principal de l'orientation future des investissements en matière de défense. Par exemple, dans la politique de défense et de sécurité de son plan de défense à long terme de 2016, la Norvège s'est engagée non seulement à renouveler ses investissements de défense pour moderniser ses forces, mais aussi à renforcer aussi bien ses propres capacités de défense collective que celles de l'OTAN, compte tenu de la « détérioration » de l'environnement de sécurité européen (Gouvernement de la Norvège, 2016). Le Danemark a également souligné l'importance de l'OTAN dans sa politique de sécurité et de défense avant le sommet de Varsovie de 2016. Les deux pays se sont également engagés à envoyer des forces aux bataillons multinationaux de l'eFP de l'OTAN dès l'annonce de leur création.

24. La Finlande et la Suède, tout en conservant leur position de neutralité historique, se sont également rapprochées de l'Alliance lors du sommet du pays de Galles de 2014, en signant chacune des accords de soutien du pays hôte et en devenant des partenaires bénéficiant du programme « nouvelles opportunités ». En 2014, les deux pays ont également déclaré leur intention de renforcer la coopération de défense bilatérale dans toutes les branches de leurs forces armées ainsi que dans leurs ministères de la défense. Parallèlement, ils se sont efforcés d'approfondir leurs efforts dans le cadre de NORDEFSCO et leur coopération dans le domaine de la sécurité avec l'UE (Salonius-Pasternak, 2014). En septembre 2017, la Suède a organisé son plus grand exercice depuis 1994, *Aurora-17*, auquel ont participé 19 000 soldats suédois et un contingent militaire de sept États membres de l'OTAN¹⁰ plus la Finlande (Winnerstig, 2017). Le scénario portait sur la défense de l'île de Gotland ; moins d'un an plus tard, en 2018, la Suède a réinvesti dans les défenses de l'île en y relocalisant un bataillon mécanisé et des capacités antiaériennes. En mai 2018, la Finlande et la Suède ont signé une déclaration d'intention trilatérale avec les États-Unis pour développer une coopération plus étroite en matière d'exercices et d'interopérabilité (ministère finlandais de la défense, 2018). Comme indiqué ci-dessus, les deux États ont également décidé d'adhérer à la JEF en 2021.

25. En novembre 2018, tous les pays nordiques ont signé la Vision 2025 de la coopération nordique en matière de défense. Ce document a servi d'orientation politique mise à jour par rapport au mémorandum d'entente original de la NORDEFSCO de 2009 et a été motivé par une compréhension collective de la complexité croissante des défis de sécurité auxquels ils sont

9 La Pologne a atteint le seuil de 2 % en 2015, mais est retombée à 1,9 % en 2016 et 2017.

10 Danemark, Estonie, France, Lettonie, Lituanie, Norvège et États-Unis.

confrontés. Les États nordiques se sont donc engagés non seulement à améliorer leurs propres capacités de défense nationale, mais aussi à perfectionner leurs capacités d'action conjointe, à renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité avec les États baltes et à encourager les investissements dans leurs bases industrielles de défense (NORDEFECO, 2018).

IV- LE CHOC DE L'INVASION À GRANDE ÉCHELLE DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

26. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a provoqué des ondes de choc majeures au sein de l'Alliance¹¹. L'impact de la guerre sur la sécurité de la mer Baltique a été immédiat et considérable. Alors que les signes annonciateurs d'une invasion potentielle se multipliaient en janvier 2022, les Alliés ont concentré leurs capacités militaires sur le flanc oriental – y compris leurs forces aériennes et navales – afin de renforcer l'eFP et ont mis leurs forces en état d'alerte maximal pour la NRF. Dans les pays baltes, par exemple, le Royaume-Uni s'est engagé à doubler ses forces pour superviser le bataillon multinational en Estonie (armée britannique, 2022 ; Sciutto & Bertrand, 2022).

27. Pour soutenir encore plus la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance, les Alliés ont veillé à déployer des forces et des équipements suffisants à l'est, plaçant les capacités de renforcement en état d'alerte. C'est ainsi que la NRF, forte de 40 000 soldats, a été activée pour la première fois, certains éléments de la VJTF étant déployés sur le flanc est. Au cours du premier mois qui a suivi l'invasion¹², les Alliés ont envoyé 8 900 soldats supplémentaires dans les groupements tactiques de l'eFP ; le total des forces américaines en Europe a dépassé les 100 000 soldats (10 000 en Pologne et 2 500 dans les États baltes) (Vandiver, 2022). Le 7 juin, l'Allemagne a envoyé 500 soldats supplémentaires en Lituanie et a mis en alerte une brigade supplémentaire de 3 000 soldats à haut niveau de préparation, le chancelier Scholz s'engageant à « défendre chaque centimètre du territoire de l'OTAN » (Rinke & Sytas, 2022). Les troupes allemandes et estoniennes se sont exercées à mettre en pratique des plans de défense des infrastructures critiques vulnérables du pays, telles que le port et l'aéroport international de Tallinn (Sprenger, 2022). La Suède a réservé pour affectation un fonds spécial supplémentaire de 1,6 milliard de couronnes suédoises (163 millions de dollars américains) au renforcement de l'infrastructure militaire et des systèmes de défense sur l'île de Gotland (Johnson, 2022).

28. Les Alliés ont considérablement augmenté le nombre de chasseurs et de patrouilles navales dans la région de la mer Baltique, notamment via le déploiement d'un groupe aéronaval américain (OTAN, 2022). Du fait de la réponse maritime des Alliés en mer Baltique, les forces navales permanentes de l'OTAN se sont réunies au grand complet pour la première fois depuis 30 ans. L'OTAN disposait alors de 50 navires sous son commandement en mer Baltique, dont des frégates, des destroyers et des dragueurs de mines, ce qui en faisait la deuxième plus grande flotte de l'Alliance, juste derrière celle des États-Unis (AP-OTAN, 2023).

29. Tous les pays chefs de file de l'eFP – le Canada, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni – ont augmenté leurs effectifs et leurs équipements dans la région, démontrant la volonté de l'Alliance dans son ensemble de renforcer le flanc nord-est de l'OTAN. Ces efforts étaient essentiels

11 L'ampleur et la portée de l'impact de la guerre sur la sécurité euro-atlantique et au-delà sont décrites en détail dans le rapport spécial de la DSC établi par Rick Larsen (États-Unis) en 2022 : [L'Ukraine dans son combat pour la liberté : réaction des Alliés et réponse mondiale à la guerre menée par la Russie](#).

12 Lors du sommet extraordinaire du 24 mars, les Alliés ont décidé d'établir quatre groupements tactiques multinationaux supplémentaires en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, portant à huit le nombre total de tels groupements entre la mer Baltique et la mer Noire.

pour deux raisons principales. Premièrement, comme indiqué plus haut, les efforts de renforcement rapide ont permis de remédier à l'une des principales vulnérabilités géographiques de l'Alliance à un moment de grande insécurité pour la paix et la sécurité euro-atlantiques. Deuxièmement, les pays impliqués ont envoyé des signaux politiques forts sur la solidité de la cohésion de l'Alliance : l'implication continue des États-Unis et du Canada dans les relations transatlantiques ; le leadership du Royaume-Uni post-Brexit dans la sécurité euro-atlantique, en particulier dans la région de la Baltique ; et le nouveau rôle de l'Allemagne en tant que garant de la sécurité en Europe, une conséquence décisive pour la politique de sécurité allemande de la *Zeitenwende* causée par l'invasion de la Russie, qui a poussé Berlin à augmenter ses investissements de défense et à s'impliquer davantage dans les initiatives de l'Alliance.

LES INITIATIVES DU SOMMET DE MADRID ET LA SÉCURITÉ DE LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE

30. Lors du sommet du 28 juin à Madrid, les Alliés se sont engagés à faire évoluer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN vers une forme moderne de défense avancée. Trois éléments caractérisent les changements immédiats de la posture de défense des Alliés dans la Baltique : l'élargissement des unités de combat, l'augmentation significative des forces à haut niveau de préparation afin d'améliorer la capacité de renforcement, et l'accroissement des stocks d'équipements prépositionnés destinés au combat. Les Alliés ont convenu de transformer les bataillons multinationaux de l'eFP en brigades « quand et où cela sera nécessaire » et se sont félicités de la coopération avec les pays-cadres de l'eFP et leurs hôtes baltes en vue d'établir des structures de commandement au niveau des divisions (OTAN, 2022a).

31. Dans le cadre d'une réorientation stratégique de la préparation des forces sans précédent depuis la guerre froide, les Alliés ont adopté un nouveau modèle de forces par lequel ils s'engagent à augmenter les effectifs de la NRF de 40 000 à 300 000 soldats à 15 jours de préparation, avec 200 000 soldats supplémentaires prêts dans les six mois (OTAN, 2022b). Ce nouveau modèle de forces comporte trois niveaux : 100 000 soldats (ou plus) pouvant être déployés en 10 jours, 200 000 soldats pouvant l'être en 30 jours et 300 000 soldats (ou plus) supplémentaires pouvant l'être en 30 à 180 jours. Selon le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, pour la première fois depuis la guerre froide, les Alliés disposeront de « forces préaffectées à la défense d'Alliés spécifiques », qui les aideront à affiner la planification des interventions d'urgence et à acquérir une connaissance avancée du terrain pour améliorer leurs capacités défensives (OTAN, 2022c).

32. En outre, les États-Unis se sont engagés à augmenter leurs déploiements par rotation dans la région de la mer Baltique, ce qui inclut des forces blindées, aériennes, de défense aérienne et d'opérations spéciales (Maison Blanche, 2022). Washington s'est également engagé à renforcer l'interopérabilité des États-Unis avec les Alliés régionaux en multipliant les initiatives de formation (Maison Blanche, 2022).

V- MENACES SUR LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES ET POURSUITE DES ACTIONS DE LA RUSSIE EN ZONE GRISE

33. Le 26 septembre 2022, les Alliés ont clairement pris conscience des menaces pesant sur les fonds marins et les infrastructures critiques terrestres et marines. Ce matin-là, les équipements de surveillance danois ont détecté un événement sismique au sud-est de l'île de Bornholm, rapidement suivi par l'apparition de bulles de méthane à la surface, sur une zone d'environ 800 mètres de diamètre. Dix-sept heures plus tard, une autre fuite a été détectée au nord-est. Une détonation avait perforé les enveloppes en acier et en béton des gazoducs parallèles Nord Stream 1 et 2 (Reed,

2022 ; *The Economist*, 2023). Les Alliés ont condamné ce qui, selon toute apparence, était « des actes de sabotage délibérés, inconsiderés et irresponsables », ajoutant que « les attaques délibérées contre les infrastructures critiques des Alliés feraient l'objet d'une réponse unie et ferme » (OTAN, 2022d). Au moment de la rédaction du présent rapport, aucune preuve concrète n'a été apportée quant à l'identité du coupable des attaques des gazoducs (*The Economist*, 2023).

34. Ces attaques ont révélé une vulnérabilité majeure pour les intérêts des Alliés : les infrastructures des fonds marins sont devenues un lien de plus en plus vital pour le fonctionnement des sociétés et des économies modernes. Pourtant, leur surveillance et leur protection sont relativement limitées. Par exemple, comme les membres de la délégation de la DSC l'ont appris durant leur visite à Londres en février, le Royaume-Uni est particulièrement vulnérable aux menaces pesant sur les infrastructures des fonds marins : jusqu'à 95 % des approvisionnements en gaz sont assurés par des pipelines sous-marins, et 98 % des données sont reçues via des câbles sous-marins. Ces infrastructures sont relativement faciles à endommager ou à détruire et difficiles à remplacer. Comme l'ont noté les experts britanniques, la Russie a massivement investi dans les sous-marins capables de menacer les infrastructures sous-marines essentielles (AP-OTAN, 2023).

35. En réaction au sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2, les Alliés ont doublé leurs ressources navales dans la mer Baltique et la mer du Nord. Les mesures de renforcement incluent un élargissement de la surveillance sous-marine et aérienne au moyen de sous-marins, de navires autonomes et d'avions de surveillance P8 (AP-OTAN, 2023). D'autres menaces hybrides mystérieuses – de l'observation de drones à la coupure de câbles – ciblant des infrastructures critiques à proximité de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suède et de l'Allemagne n'ont fait que renforcer les inquiétudes de l'Alliance quant à la vulnérabilité des infrastructures d'énergie et de communication. L'avertissement inquiétant du président russe Vladimir Poutine, qui a déclaré que les infrastructures énergétiques mondiales étaient désormais « en danger », a incité les Alliés à prendre de nouvelles mesures coordonnées (*The Economist*, 2022).

36. Le 15 février 2023, les Alliés ont également mis en place une cellule de coordination pour les infrastructures sous-marines critiques au siège de l'OTAN. Ce nouveau centre de l'OTAN s'emploiera à coordonner la coopération entre les principaux acteurs militaires et civils afin de partager les meilleures pratiques et de tirer parti des technologies innovantes pour renforcer la sécurité des infrastructures sous-marines de l'Alliance. Un mois plus tard, de hauts responsables de l'OTAN et de l'UE ont annoncé la création d'une équipe spéciale OTAN-UE pour la résilience des infrastructures critiques en réponse « au sabotage des gazoducs Nord Stream et à l'utilisation par la Russie de l'énergie comme une arme dans la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine » (OTAN, 2023a). L'équipe spéciale se concentrera en premier lieu sur l'énergie, les transports, les infrastructures numériques et l'espace, se chargeant de partager les meilleures pratiques ainsi que la connaissance de la situation et d'encadrer la coopération sur l'amélioration de la résilience.

VI- L'IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LE DISTRICT MILITAIRE OUEST DE LA RUSSIE

37. Le district militaire Ouest de la Russie a bénéficié de l'essentiel de l'attention de la Russie au cours de ses efforts ciblés de modernisation militaire après 2008. En raison de la détérioration des relations entre la Russie et l'OTAN après 2014, le district militaire Ouest a reçu l'armement le plus avancé et la majorité des forces russes hautement entraînées (avec un total estimé à environ 400 000 soldats avant l'invasion de l'Ukraine en 2022). Ces forces ont été mises en place à l'avant, depuis la moitié sud de la Finlande jusqu'à la frontière avec les États baltes, puis jusqu'à la frontière nord de l'Ukraine et le long de celle-ci (AP-OTAN, 2020). La 6^e armée interarmes a mobilisé

30 000 forces depuis la pointe sud de la Finlande jusqu'aux frontières de la Russie avec l'Estonie et la Lettonie, ce qui représente la plus forte concentration de forces militaires russes face au territoire de l'OTAN (Gramer & Detsch, 2022).

38. Après les échecs initiaux de la Russie lors de l'offensive de Kiev et le début de la guerre d'usure dans l'est de l'Ukraine, les pertes de la Russie en termes d'effectifs et de matériel ont augmenté de manière fulgurante¹³. En conséquence, la Russie a engagé de plus en plus de ressources militaires à partir de ses cinq districts militaires à travers le pays. En septembre 2022, les experts ont signalé que jusqu'à 80 % des troupes de la 6e armée interarmes, par exemple, étaient engagées sur le territoire ukrainien (Gramer & Detsch, 2022). Les images satellite ont révélé que la Russie avait déplacé des quantités substantielles de systèmes antiaériens et de systèmes de missiles hors du district militaire Ouest dans le seul but de compléter les efforts déployés en Ukraine. Par exemple, la Russie a déplacé certains de ses systèmes de missiles sol-air à longue portée S-300 des environs de Saint-Pétersbourg (Gramer & Detsch, 2022). Des images satellites en source ouverte ont même montré qu'une zone d'implantation de missiles initialement positionnée près de la frontière entre la Russie et l'OTAN était entièrement abandonnée (Mäkeläinen, 2022).

39. Malgré les pertes considérables en soldats et en matériel subies par la Russie dans sa guerre en Ukraine, les responsables de la région de la mer Baltique avertissent qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité de la Russie à reconstituer ses forces, et même à les augmenter, le long de sa frontière désormais élargie avec l'OTAN (Gramer & Detsch, 2023). Les experts estiment qu'il ne faudra à la Russie que deux ans après la guerre en Ukraine pour reconstituer ses forces aux niveaux d'avant l'invasion de l'Ukraine le long de ses frontières avec l'OTAN (Gramer & Detsch, 2023). Les responsables des États baltes n'hésitent pas à souligner les vulnérabilités qui subsistent dans la région en raison de sa situation géographique unique (trouée de Suwalki), de sa proximité avec la Russie et de l'éloignement actuel des importants renforts alliés en cas d'urgence (*The Economist*, 2023). Comme l'aurait déclaré un diplomate balte de haut rang, « [la Russie] voulait créer une zone tampon entre elle et l'Europe, et nous étions censés être cette zone » (*The Economist*, 2023d).

VII- CONCLUSIONS DU SOMMET DE VILNIUS POUR LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE

40. Au sommet de Vilnius de juin 2023, les dirigeants des pays de l'Alliance ont marqué (ou réaffirmé) leur accord sur plusieurs décisions et mesures visant à renforcer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN dans tous les domaines. Toutes auront un impact sur la capacité de l'OTAN à protéger et à défendre la région de la mer Baltique de toute agression russe potentielle. L'élément central de ces accords est un trio de nouveaux plans de défense régionaux, qui constitue la plus grande réforme de la structure militaire de l'OTAN depuis la guerre froide (OTAN, 2023c)¹⁴. Les plans sont conçus pour contrer les deux principales menaces déclarées de l'OTAN – la Russie et le terrorisme – et prévoient la mise à disposition de 300 000 soldats des forces alliées à haut niveau de préparation. Les plans divisent la zone de responsabilité en trois régions : le nord, le centre et le sud. Le nord inclut les régions de l'Atlantique et de l'Arctique européen ; le centre s'étend de la Baltique jusqu'aux Alpes ; et le sud désigne la zone située entre la Méditerranée et la mer Noire. Dans la région sud, les plans se concentreront à parts égales sur la menace russe et le terrorisme. Le SACEUR de l'OTAN, le général Christopher Cavoli, affectera des pays spécifiques aux

¹³ Une analyse détaillée de la guerre menée par la Russie en Ukraine est fournie dans le rapport spécial de la DSC : *L'Ukraine dans son combat pour la liberté : réaction des Alliés et réponse mondiale à la guerre menée par la Russie* – Rapporteur spécial, Rick Larsen (États-Unis).

¹⁴ Il existe également des sous-plans pour les domaines cyber, spatial et pour les forces spéciales.

différentes parties de la région, ce qui permettra de disposer d'une connaissance du terrain avancée, indispensable en cas de situation d'urgence ou de crise. Pour faciliter l'exécution des plans, les Alliés ont également décidé de renforcer le commandement et le contrôle de l'OTAN. Les plans régionaux constituent une étape importante dans la mise en œuvre de la nouvelle posture de dissuasion et de défense annoncée dans le concept stratégique 2022.

41. En plus de répartir les responsabilités liées à l'augmentation des forces prêtes à l'action, les plans contraindront les Alliés à définir de nouvelles priorités en matière d'acquisition et d'investissement pour s'acquitter de leurs nouvelles responsabilités. Les Alliés ont identifié cinq priorités immédiates : les forces terrestres aptes au combat, les systèmes de défense aérienne et antimissile intégrée, l'artillerie à puissance de feu longue portée, les réseaux numériques avancés et la logistique. Pour contribuer à atteindre ces objectifs prioritaires, les Alliés ont également adopté un nouveau plan d'action sur la production pour la défense afin d'accroître les capacités communes d'achat et de production des bases industrielles de défense des Alliés. Ces efforts seront soutenus par un nouvel engagement durable d'investir un minimum de 2 % du PIB national dans la défense (OTAN, 2023d).

42. Par ailleurs, les Alliés ont également réaffirmé leur engagement à déployer des forces prêtes au combat supplémentaires sur le flanc oriental de l'OTAN, et de renforcer les effectifs, là où et lorsque cela s'avérera nécessaire, pour remplacer les groupements tactiques multinationaux actuels par des brigades (OTAN, 2023d). Juste avant le sommet, dans le cadre de sa nouvelle stratégie annoncée de sécurité nationale, l'Allemagne s'est engagée à renforcer ses effectifs en Lituanie pour créer une brigade (4 000 hommes), contre les 1 000 hommes dont elle dispose actuellement en tant que chef de file du bataillon de la présence avancée rehaussée de l'OTAN dans le pays (*The Economist*, 2023c). Le 11 juillet, le Canada et la Lettonie ont annoncé un plan visant à renforcer les effectifs du groupement tactique multinational en Lettonie pour en faire une brigade ; le Canada, en tant que pays chef de file, s'est engagé à accroître ses forces existantes de 800 à 2 200 hommes d'ici 2026 (Défense nationale du Canada, 2023). Dans les semaines qui ont précédé le sommet, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni se sont tous hâtés de transformer leurs bataillons actuels en brigades en Pologne, en Lituanie et en Estonie ; l'Italie prévoit de faire de même en Bulgarie dans un avenir proche (*The Economist*, 2023c).

43. Les Alliés ont aussi annoncé leur intention d'améliorer la « disponibilité opérationnelle, l'état de préparation et l'interopérabilité de la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN, notamment au moyen d'entraînements réguliers et du déploiement, par roulement, de systèmes et capacités de défense aérienne modernes [...] surtout, dans un premier temps, sur le flanc oriental de l'Alliance » (OTAN, 2023d). Les Alliés ont indiqué que l'engagement renouvelé en faveur des capacités de défense aérienne et antimissile et l'accent mis sur ces capacités renforceront la force de dissuasion de l'Alliance. Au cours de l'année écoulée, les Alliés ont renforcé les systèmes modernes de défense aérienne à courte et moyenne portée le long du flanc est, en particulier dans le cadre des déploiements de la présence avancée rehaussée, afin de disposer des capacités nécessaires pour défendre leur espace aérien dans la région.

44. Lors du sommet de Vilnius, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont également signé une déclaration de coopération transfrontalière dans l'espace aérien. Cet effort coordonné permettra d'établir des « volumes d'espace aérien pertinents » pour les exercices, la formation et les autres activités de l'OTAN dans la région de la mer Baltique (OTAN, 2023e). Le récent exercice aérien *Air Defender 23* de l'OTAN a prouvé la nécessité d'une telle initiative. Cet exercice de défense aérienne multinational, le plus grand de l'histoire de l'OTAN, a réuni 10 000 personnes et 250 aéronefs de 25 pays (OTAN, 2023e).

45. Conscients de la menace réelle et croissante qui pèse sur les infrastructures sous-marines critiques, les Alliés ont également décidé de créer le Centre maritime OTAN pour la sécurité des

infrastructures sous-marines critiques au Commandement maritime allié (MARCOM). Les Alliés ont également décidé de créer un réseau rassemblant les responsables de l'OTAN, les Alliés, le secteur privé et d'autres acteurs concernés, qui permettra d'améliorer le partage de l'information et l'échange de bonnes pratiques (OTAN, 2023d). Ces décisions seront soutenues par les efforts de l'actuelle cellule de coordination pour les infrastructures sous-marines critiques de l'OTAN.

VIII-ÉVOLUTION DE LA SITUATION SUR LE FLANC NORD-EST DE L'ALLIANCE : LES CANDIDATURES À L'OTAN DE LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE

46. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'événement le plus important en matière de sécurité dans la mer Baltique est sans doute la décision de la Finlande et de la Suède de soumettre des demandes d'adhésion à l'OTAN. L'agression flagrante par la Russie d'un État souverain dans la région euro-atlantique a poussé les deux pays à faire volte-face sur leur politique de neutralité historique. À une nouvelle ère de la sécurité euro-atlantique, chaque pays a décidé que son avenir serait plus sûr au sein de l'OTAN plutôt qu'en dehors. Dans les mois qui ont suivi l'invasion de la Russie, des débats inter-sociétaux et parlementaires ont démontré que les populations étaient majoritairement favorables à l'adhésion à l'OTAN. À l'issue de ces processus, les deux États ont soumis simultanément leur demande d'adhésion le 18 mai 2022. Comme l'a fait remarquer le président des États-Unis Joe Biden dans son discours à Varsovie juste avant le premier anniversaire de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie : « [Le président Poutine] misait sur « la finlandisation » de l'OTAN ; au lieu de cela, il a obtenu « l'Otanisation de la Finlande... et de la Suède » (Maison Blanche, 2023).

A. PRÉOCCUPATIONS DE SÉCURITÉ DE LA TÜRKIYE CONCERNANT LES DEMANDES D'ADHÉSION DE LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE ET MÉMORANDUM TRILATÉRAL

47. Les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède ont reçu très tôt un soutien massif de presque tous les Alliés, à l'exception notable de la Türkiye. Dès la soumission des demandes d'adhésion des deux pays, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'il comptait rejeter les demandes tant que deux questions majeures restaient en suspens. Premièrement, le président turc a indiqué que la Suède et la Finlande abritaient des membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe armé séparatiste menant une insurrection contre la Türkiye depuis des décennies et considéré comme une organisation terroriste par Ankara ainsi que par les États-Unis, l'UE et de nombreux autres Alliés (Karadsheh and Sariyuçe, 2022). M. Erdogan a indiqué attendre des deux pays qu'ils extradent vers la Türkiye tout membre du PKK ou d'un groupe terroriste apparenté résidant sur leur territoire avant d'examiner leur candidature à l'OTAN. Deuxièmement, Ankara a également demandé à la Finlande et à la Suède de lever les embargos sur les armes qu'elles avaient imposés à la Türkiye en 2019, après que les forces turques eurent lancé leurs propres opérations antiterroristes dans le nord-est de la Syrie (Karadsheh et Sariyuçe, 2022).

48. Juste avant le sommet de l'OTAN de juin 2022 à Madrid, la Finlande, la Suède et la Türkiye ont signé un mémorandum trilatéral afin d'établir une feuille de route que chaque pays peut suivre pour répondre aux griefs en suspens (mémorandum trilatéral, 2022). La signature de l'accord a permis de sortir temporairement de l'impasse et, avec le soutien de tous les Alliés, les deux pays ont signé les protocoles d'accession le 5 juillet 2022 à Bruxelles, marquant ainsi le début du processus de ratification dans les parlements de chaque État membre.

49. Le mémorandum trilatéral exposait sept mesures concrètes que la Finlande et la Suède (et même la Türkiye) devaient mettre en œuvre. Ces mesures concernaient le renforcement de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, l'adoption d'une législation antiterroriste plus stricte, la réponse aux demandes d'extradition de la Türkiye, la levée des embargos sur les armes, le soutien de la participation de la Türkiye à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE (y compris à la coopération structurée permanente, ou PESCO) et la lutte contre la désinformation liée aux groupes terroristes. Au début de l'année 2023, la Suède et la Finlande avaient pris des mesures si importantes pour se conformer à chacun des engagements du mémorandum que le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré publiquement que les termes de l'accord avaient été respectés (DW, 2022). Les responsables turcs ont toutefois hésité, indiquant que la Suède était encore loin de respecter les engagements du mémorandum trilatéral (DW, 2022a). La Türkiye a donc estimé que la Finlande et la Suède se trouvaient désormais sur différentes voies d'accession, ce qui a contraint les deux partenaires à admettre qu'ils ne pourraient pas adhérer à l'Alliance en même temps, comme ils l'avaient initialement souhaité.

50. Fin 2022, tous les États membres, à l'exception de la Hongrie et de la Türkiye, ont ratifié les candidatures d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède. Le 24 janvier 2023, le gouvernement turc a déclaré un moratoire sur toutes les négociations ultérieures avec la Suède, après qu'un homme politique suédo-danois d'extrême droite eut brûlé une copie du Coran devant l'ambassade de Türkiye en Suède (RFI, 2023). Bien que l'interdiction de brûler le Coran ne figure pas dans le mémorandum trilatéral, le président Erdogan a déclaré que la Suède ne pouvait pas adhérer à l'OTAN si elle continuait à autoriser cet acte (Fraser and Tanner, 2023). Les réunions du mécanisme conjoint permanent entre les trois pays, mis en place à la suite du mémorandum trilatéral, ont repris le 9 mars 2023. L'issue de la réunion a été positive dans la mesure où toutes les parties ont convenu que la ratification rapide de l'accession de la Suède et de la Finlande était dans l'intérêt de toutes les parties et que leur adhésion à l'OTAN renforcerait l'Alliance (OTAN, 2023).

51. Le 17 mars, à l'occasion d'une visite en Türkiye du président finlandais Sauli Niinistö, le président Erdogan a ouvert la voie à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN en saluant les « mesures authentiques et concrètes » de la Finlande en faveur de la sécurité turque (Kirby and Adler, 2023). Le 30 mars, le Parlement turc a adopté un projet de loi ouvrant la voie à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN suite à la ratification de la candidature du pays par le Parlement hongrois le 27 mars. Le 4 avril, la Finlande est officiellement devenue un État membre de l'OTAN.

52. Cependant, la Türkiye et la Suède poursuivront les négociations afin de résoudre les questions en suspens. La Türkiye a déclaré à plusieurs reprises que la Suède devait prendre des mesures supplémentaires contre les partisans des militants kurdes ainsi que contre les membres du réseau Gülen, qui, selon la Türkiye, est à l'origine de la tentative avortée de coup d'État en 2016. Des rapports indiquent que la Türkiye attend toujours que la Suède extrade plus de 100 personnes (*The Economist*, 2023a). Lors de la quatrième réunion du mécanisme conjoint permanent, qui s'est tenue le 14 juin 2023, il est apparu clairement que la Türkiye n'était toujours pas satisfaite des mesures prises par la Suède pour répondre à ses griefs persistants. Une semaine seulement avant le sommet de Vilnius, le président turc Erdogan a indiqué que la Türkiye n'était toujours pas disposée à ratifier l'adhésion de la Suède à l'OTAN, notant que la Suède avait encore du « travail » à faire, et que la Türkiye estimait que la Suède n'avait pas encore compris quels engagements lui incombaient selon les termes du mémorandum trilatéral (AP-OTAN, 2023).

53. Au cours de l'année qui a suivi la signature du mémorandum trilatéral, la Suède et la Türkiye ont considérablement renforcé leurs efforts de lutte contre le terrorisme. La Suède a pris plusieurs mesures importantes pour atténuer les préoccupations de la Türkiye en matière de terrorisme, notamment en adoptant un amendement constitutionnel (entré en vigueur le 1er janvier 2023), de nouvelles lois punissant la participation à une organisation terroriste (en particulier la loi antiterroriste

entrée en vigueur le 1er juin 2023), en extradant un partisan du PKK et en levant un embargo sur les armes à l'encontre de la Türkiye (*The Economist*, 2023b ; Le Monde, 2023).

54. Une réunion supplémentaire du mécanisme conjoint permanent, qui s'est tenue le 6 juillet, n'a toutefois pas permis de lever les objections turques à la demande d'adhésion de la Suède. Les autres griefs de la Türkiye portent sur trois questions essentielles : la portée et la rigueur de la nouvelle législation antiterroriste suédoise – la Türkiye soutient que les partisans des groupes militants qu'Ankara considère comme des menaces peuvent toujours organiser librement des manifestations, recruter et se procurer des ressources financières en Suède –, le rythme et le nombre d'extraditions (la Suède n'a procédé qu'à une seule extradition, alors que la Türkiye en a demandé plus de 100), et la trop grande indulgence à l'égard des manifestations anti-islam (*The Economist*, 2023b).

55. Le 10 juillet, à la veille du sommet de Vilnius, le président turc Erdogan, le premier ministre suédois Kristersson et le secrétaire général de l'OTAN sont parvenus à un accord ouvrant la voie à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Conformément à l'accord, le président Erdogan s'est engagé à transmettre le protocole d'accession au Parlement turc et à travailler en étroite collaboration avec lui pour en assurer la ratification, « compte tenu des impératifs en matière de dissuasion et de défense de la zone euro-atlantique » (Hubbard, et. al., 2023 ; OTAN, 2023). Les principaux éléments de cet accord sont les suivants :

- la poursuite de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme après l'entrée de la Suède dans l'OTAN par le biais du mécanisme conjoint permanent, ainsi que l'établissement d'un nouveau pacte de sécurité bilatéral entre la Türkiye et la Suède, dans le cadre duquel les ministres se réuniront chaque année et des groupes de travail pourront être créés (la Suède s'est engagée à présenter une feuille de route en matière de lutte contre le terrorisme lors de la première réunion du pacte) ;
- le secrétaire général de l'OTAN a réaffirmé l'engagement de l'Alliance dans ses efforts de lutte contre le terrorisme et annoncé la création d'un poste de coordinateur spécial pour la lutte contre le terrorisme ;
- les trois parties ont souligné qu'« aucune restriction, aucun obstacle ni aucune sanction ne doivent freiner les investissements et les échanges commerciaux entre les Alliés dans le secteur de la défense et se sont engagées à mettre en œuvre tous les moyens en leur possession pour éliminer de tels obstacles ;
- les deux pays sont également convenus de renforcer la coopération économique par le biais du nouveau Comité conjoint Türkiye-Suède pour la coopération économique et commerciale ;
- et par ailleurs, la Suède s'est engagée à soutenir activement les efforts de relance du processus d'adhésion de la Türkiye à l'UE.

56. Les dirigeants des pays de l'Alliance ont salué cet accord et indiqué qu'ils « se réjouissaient d'accueillir la Suède en tant que membre de plein droit de l'OTAN ». La présidente de l'APOTAN a également salué l'accord, puis a écrit aux chefs des délégations hongroise et turque auprès de l'AP-OTAN pour les appeler à mettre en place sans tarder les procédures parlementaires pertinentes en adéquation avec la recommandation de l'Assemblée visant à « finaliser dans les meilleurs délais la ratification de l'adhésion de la Suède à l'Alliance atlantique » (AP-OTAN, 2023a).

57. Tout comme la Turquie, le parlement hongrois n'a pas encore voté la ratification de l'entrée de la Suède dans l'OTAN. Le 4 juillet, le ministre hongrois des affaires étrangères, Péter Szijjártó, a annoncé publiquement que Budapest avancerait sur la question quand la Türkiye ferait de même (Gyori, 2023). Une session extraordinaire prévue pour ratifier l'adhésion de la Suède à l'OTAN le

31 juillet a été ajournée, le quorum n'ayant pas été atteint pour permettre un vote (Cskay, 2023). Le parlement hongrois n'avait pas prévu de voter l'accession de la Suède au moment de la mise à jour.

B. LA CONTRIBUTION DE LA FINLANDE À L'ALLIANCE ET LES APPORTS POSSIBLES DE LA SUÈDE

58. Comme il ressort des paragraphes précédents, la Suède et la Finlande ont connu une évolution relativement similaire de leurs politiques de sécurité depuis 2014, se rapprochant de l'OTAN et des États-Unis, augmentant leurs investissements de défense et affermissant leurs rôles en tant que pourvoyeurs de sécurité régionaux. Après avoir soumis leurs demandes d'adhésion, les deux pays ont toutefois adopté des rythmes de progression différents : alors que la Suède continue de négocier son accession, la Finlande est désormais membre à part entière de l'Alliance. Au sommet de Vilnius, les 11 et 12 juillet, les Alliés se sont félicités de la rapidité des progrès déjà accomplis par la Finlande en vue d'une pleine intégration dans le dispositif de dissuasion et de défense de l'OTAN. Ils ont convenu de collaborer pour faire aboutir ce processus au plus vite.¹⁵

59. Le 4 avril, l'accession de la Finlande a entraîné un élargissement de 1 340 km de la frontière entre l'OTAN et la Russie, ce qui fait plus que doubler la longueur de la frontière commune de l'Alliance avec ce pays. Une telle dynamique alourdit les responsabilités de défense des Alliés le long d'une frontière que les actions de la Russie rendent de plus en plus hostile. En outre, le golfe de Finlande sera essentiellement favorable à l'OTAN et comportera une unique sortie étroite entre la Finlande et l'Estonie, ce qui rendra la Russie vulnérable à un blocus de l'OTAN autour de Saint-Petersbourg. Une telle expansion territoriale implique de nouvelles responsabilités importantes en matière de défense collective pour l'OTAN, étant donné que la Russie maintient une grande partie de ses forces armées, ainsi que la majorité de ses forces maritimes stratégiques, dans la péninsule de Kola, enclavée entre la mer de Barents et la mer Blanche, où Moscou a construit une bulle A2/AD très solide caractérisée par des systèmes modernes et complémentaires d'alerte précoce et de défense maritime et aérienne (Conley, et. coll., 2020).

60. Grâce à ses importantes capacités de défense, la Finlande sert de rempart le long de la frontière, désormais beaucoup plus longue, entre l'OTAN et la Russie, le long du flanc nord-est. Comme évoqué plus haut, les relations entre la Finlande et la Russie furent très complexes au XX^e siècle, notamment en raison de la guerre d'hiver de 1940 et des pertes de territoire pour la Finlande, qui l'ont incitée à se concentrer sur le maintien d'une armée moderne capable d'assurer la défense de son territoire. Comme l'a appris une délégation de la DSC au cours d'une visite en Finlande il y a quelques années, le concept de défense de la Finlande est total et se concentre sur la résilience dans tous les secteurs (AP-OTAN, 2018). Ainsi, malgré la population relativement faible de la Finlande (5,5 millions d'habitants), les forces de défense finlandaises peuvent mobiliser près de 285 000 soldats en temps de guerre, avec une réserve potentielle pouvant atteindre 900 000 hommes et femmes (IISS, 2023 ; Forsberg, et. al., 2022). Les infrastructures de défense civile de la Finlande reposent sur un concept de défense totale qui serait activé en cas de situation d'urgence et qui inclut des stocks stratégiques et des abris pour les populations urbaines (AP-OTAN, 2018).

61. Les forces terrestres et aériennes de la Finlande sont très performantes, et son artillerie est la meilleure d'Europe, ce qui en fait un atout de taille pour l'OTAN. Ses forces armées disposent aussi d'environ 700 pièces d'artillerie, allant de l'obusier au mortier lourd, et le pays a fait l'acquisition de

¹⁵ Une visite des membres de la commission de la défense et de la sécurité et de la commission politique est programmée en Finlande du 18 au 21 septembre ce qui leur permettra d'échanger leurs points de vue avec leurs collègues finlandais sur l'état d'avancement de cette intégration. Cette délégation de l'Assemblée sera la première à se rendre en Finlande depuis l'adhésion du pays à l'OTAN.

systèmes de lance-roquettes multitubes guidés (GMLRS) auprès des États-Unis en 2022. Les capacités d'artillerie de la Finlande sont supérieures à celles de la France et de l'Allemagne combinées (Brennan, 2023). Les forces finlandaises disposent également d'un nombre important de chars de combat (Leopard 2A6 et 2A4), de véhicules de combat d'infanterie (VCI) et de véhicules blindés de transport de troupes (VBTT). La Finlande a également acquis de nombreux systèmes modernes de défense côtière à distance. En février 2022, la Finlande a signé un contrat d'achat de 64 Joint Strike Fighters (F-35), remplaçant ainsi sa flotte d'appareils F-18 et rejoignant plusieurs Alliés en tant qu'opérateurs actuels ou futurs d'avions d'attaque interarmées. En 2022, le budget de défense de la Finlande s'élevait à 5,8 milliards de dollars américains, soit 2,1 % du PIB national. En réponse à l'agression de la Russie, la Finlande a engagé 700 millions supplémentaires en 2022 et a dégagé des dépenses de défense supplémentaires à hauteur de 2,2 milliards dans le cadre de son plan fiscal 2023-2026 (IISS, 2023).

62. En raison de sa situation géographique complexe à proximité de l'Arctique, la Finlande est également à la pointe de la formation, de la planification et du déploiement de forces de combat par temps froid. Les exercices à grande échelle entre les Alliés et les partenaires, tels qu'*Arctic Forge* et *Arctic Shield*, illustrent la prédominance de la Finlande non seulement dans le perfectionnement du savoir-faire en matière de guerre dans l'Arctique, mais aussi dans le partage de ce savoir-faire avec les partenaires et les Alliés dans le but d'améliorer l'interopérabilité. En outre, la Finlande est le premier concepteur mondial de brise-glaces, 80 % de tous les navires actuellement en service étant de conception finlandaise et 60 % d'entre eux étant construits en Finlande.

63. Cependant, l'industrie de la défense finlandaise produit bien d'autres ressources que les brise-glaces. Bien que dominée par des PME essentiellement privées, elle compte aussi de grandes entreprises internationales produisant des équipements de haute qualité tels que des véhicules blindés et des systèmes de mortier munis d'une tourelle. En outre, la Finlande est un pays technologiquement avancé qui dispose de nombreuses capacités informatiques industrielles, notamment la 5G, une technologie des satellites innovante et de solides capacités en matière de cybersécurité. Nokia compte parmi les trois principaux fournisseurs d'infrastructures 5G dans le monde, aux côtés d'Ericsson, en Suède, et de Huawei en Chine (Forsberg, et. al., 2022). En plus d'améliorer la résilience de la Finlande au niveau national, ces technologies de pointe offrent des possibilités d'approvisionnement à l'échelle de l'OTAN.

C. LES ATOUTS DE LA SUÈDE

64. Lorsque la Suède rejoindra l'Alliance, le littoral de la mer Baltique, qui s'étend sur plus de 8 000 km, sera presque entièrement occupé par l'OTAN, à l'exception des côtes russes du golfe de Finlande et de Kaliningrad, qui représentent à peine un dixième de ce littoral. L'adhésion de la Suède à l'Alliance permettra également à l'île de Gotland, qui joue un rôle central dans la défense de l'espace maritime de la BSR, d'entrer dans l'OTAN et, par conséquent, de réduire les capacités A2/AD en mer Baltique de la Russie à Kaliningrad. L'adhésion de la Suède permettra également d'assurer la continuité territoriale de la planification de défense de l'OTAN dans les pays nordiques. L'intégration de la Suède, comme celle de la Finlande, apportera des atouts considérables à l'OTAN.

65. La configuration des forces armées suédoises leur permet également d'assurer la défense du territoire national. La Suède a annoncé que ses investissements de dépense atteindraient 2 % du PIB dans son budget 2021-2025 (IISS, 2023). La Suède dispose d'une flotte relativement importante d'aéronefs de combat tactiques, dont près de 100 appareils JAS 39 Gripen multirôle. Elle possède également 120 chars de combat Leopard 2A5, plus de 400 VCI, plus de 1 000 VBTT, ainsi que des systèmes de défense aérienne avancés, dont 4 systèmes de batteries antiaériennes Patriot. De plus, la marine suédoise dispose d'assez bonnes capacités de surface et sous-marines, dont les premiers sous-marins à propulsion diesel-électrique dotés de systèmes de propulsion anaérobie.

66. À l'instar de la Finlande, la Suède a adopté un solide concept de défense globale, axé sur la résilience dans tous les secteurs quelle que soit la forme d'urgence nationale (AP-OTAN, 2019). Par ailleurs, la Suède forme ses troupes à exceller dans le combat en milieu arctique et organise chaque année l'exercice *Winter Sun* avec les forces françaises, britanniques et américaines afin d'améliorer les capacités d'opérations par temps froid de ses partenaires. La puissante industrie de la défense suédoise, bien qu'orientée vers l'exportation, est également capable de répondre aux demandes des forces armées nationales. Les points forts de cette industrie sont les systèmes d'aéronefs de combat avancés et les sous-marins classiques (IISS, 2023).

D. QUELS RÔLES POUR LA FINLANDE (ET LA SUÈDE) AU SEIN DE L'OTAN ?

67. Du point de vue des États nordiques et baltes de l'Alliance, l'adhésion de ces deux pays est un bon moyen d'unifier un flanc septentrional « divisé », ce qui constitue un avantage évident pour renforcer l'intégration de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Toutefois, l'intégration des pays nordiques dans l'OTAN implique que ces deux États alignent (et donc, augmentent) leurs investissements de défense sur le processus OTAN de planification de défense (NDPP) afin de pouvoir accueillir un nombre potentiellement très important de troupes alliées en cas de situation d'urgence. Cela implique de prendre des décisions à court terme afin de pouvoir entreposer des stocks d'équipements, d'armes et de munitions prépositionnés. Le gouvernement finlandais devra aussi choisir d'accueillir ou non une unité d'intégration des forces OTAN (NFIU) et/ou un commandement régional ou fonctionnel. Au niveau interallié, la Finlande devra désormais réfléchir au nombre d'officiers qu'elle octroiera aux structures de commandement alliées. Plus largement, la Finlande devra se coordonner étroitement avec le commandement de forces interarmées (JFC) de Norfolk pour répondre aux exigences du nouveau plan régional Grand Nord et Atlantique adopté au sommet de Vilnius. En outre, le programme d'exercices de la Finlande devra évoluer pour tenir compte du calendrier des cycles d'exercices alliés et des formations obligatoires.

68. Compte tenu de leur expertise, les deux pays pourraient aussi se sentir obligés de créer un centre d'excellence axé sur n'importe quel ensemble de compétences, de la lutte par temps froid aux concepts de défense totale en passant par la guerre hybride. À moyen terme, des questions fondamentales se poseront aussi quant au rôle de chaque pays dans la sécurité de l'Alliance, leur statut passant de celui de pourvoyeurs de sécurité régionaux à celui de leaders dans le Grand Nord ou de grands contributeurs à la défense en avant de l'Alliance le long de son flanc oriental ou à ses nombreuses initiatives de sécurité coopérative et d'extension sur son flanc méridional.

IX- CONCLUSIONS À L'INTENTION DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN, DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OTAN ET DES GOUVERNEMENTS DE LA SUÈDE ET DE LA FINLANDE

69. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché la guerre la plus brutale et la plus lourde de conséquences en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Cette guerre n'est toujours pas résolue et pourrait s'étendre au-delà des limites du théâtre actuel, à l'est et au sud de l'Ukraine. La Russie représente donc une menace immédiate et persistante pour la sécurité des Alliés dans la région euro-atlantique. Par conséquent, les mers stratégiques situées le long du flanc oriental de l'OTAN sont des zones de changement, de concurrence et de défi importants.

70. Les deux mers stratégiques qui bordent le flanc oriental de l'OTAN – la mer Baltique et la mer Noire – sont celles dont l'environnement de sécurité a le plus changé : la mer Baltique a été le théâtre de l'« *Otanisation* » de la Finlande (la Suède étant le prochain pays concerné par cette évolution) et de la multiplication des événements en zone grise, qui a renforcé les préoccupations de sécurité régionale ; la mer Noire est donc devenue un élément du théâtre de la guerre.

71. La Russie accorde une grande valeur stratégique à ses capacités militaires le long de sa frontière occidentale, de la mer de Barents à la mer Noire en passant par la mer Baltique. Pour les protéger, elle a mis en place une série de bulles A2/AD et, du moins avant la guerre, des forces avancées. Ces positions restent solides et, selon les experts, seront renforcées assez vite dès la fin de la guerre en Ukraine. De plus, les forces maritimes russes restent une menace réelle et persistante dans les mers stratégiques de l'OTAN étant donné qu'elles ont été relativement épargnées par la guerre en Ukraine.

72. La Russie tirera probablement les leçons de ses erreurs en reconstituant ses forces, affaiblies par la guerre d'usure en Ukraine. Elle restera également centrée sur sa position anti-OTAN en matière de sécurité euro-atlantique. La Russie pense sans doute qu'elle sera soutenue dans ses efforts de reconstruction et dans sa politique internationale inflexible grâce à son partenariat stratégique à priori renforcé avec la Chine. Les intérêts chinois et russes semblent en effet converger vers la conduite de toute politique qui sera en mesure de saper les intérêts des Alliés et l'ordre international fondé sur des règles qu'ils sous-tendent.

73. L'amplification des menaces de la Russie dans la région de la mer Baltique montre clairement que l'Alliance doit accorder à celle-ci une grande attention stratégique. Le caractère stratégique de la région pour les Alliés évolue rapidement ; l'adhésion récente de la Finlande (et celle, imminente, de la Suède) a unifié et renforcé le flanc nord-est de l'OTAN, créant même un flanc continu de la mer Baltique au Grand Nord.

74. L'expansion de l'OTAN dans la région a le potentiel de réduire considérablement la liberté d'action de la Russie dans la mer Baltique et dans le Grand Nord. Toutefois, la sécurité dans la Baltique est loin d'être garantie. L'adhésion de la Finlande à l'Alliance nécessite que les Alliés prennent des mesures immédiates afin de renforcer leur posture de dissuasion et de défense le long d'une frontière supplémentaire de 1 340 km avec la Russie. L'adhésion imminente de la Suède consolidera le flanc nord-est de l'OTAN en ancrant la coopération régionale entre les Alliés sur toutes les questions de sécurité essentielles. Il est vital que l'Alliance adopte une approche unifiée et forte pour adapter la BSR au nouvel environnement de sécurité.

75. À ce titre, il est recommandé aux Alliés de se concentrer sur les points suivants :

- Travailler en étroite collaboration avec la Finlande afin de répondre dès à présent aux besoins en matière de défense et de dissuasion. Pour ce faire, les Alliés devront mettre l'accent sur la construction de centres et bases logistiques – ou sur l'équipement des infrastructures existantes –, sur la création de liaisons de commandement et de contrôle, et prendre des décisions concernant les nouveaux niveaux de présence avancée des Alliés, les plans de défense et les exercices régionaux. Au sommet de Vilnius, les Alliés « se sont félicités de la rapidité des progrès accomplis vers la pleine intégration de la Finlande dans le dispositif de dissuasion et de défense de l'OTAN », et ont « convenu de faire aboutir ce processus au plus vite » (OTAN, 2023d). Ces efforts pourraient inclure l'accueil par la Finlande d'une nouvelle NFIU et des équipements alliés avancés, et aboutir à la décision d'assumer de nombreux nouveaux rôles de dissuasion et de défense dans la région de la mer Baltique.
 - Au-delà de la région, la Finlande devra décider du rôle qu'elle compte jouer dans la nouvelle posture de dissuasion et de défense de l'Alliance, qu'il s'agisse de soutenir les bataillons multinationaux sur le flanc oriental ou les opérations sur le flanc méridional, ou encore les initiatives de sécurité coopérative en dehors du territoire de l'Alliance. Ces décisions doivent être prises de concert par les nouveaux Alliés.

- Continuer à œuvrer ensemble pour soutenir l'adhésion de la Suède à l'OTAN comme une priorité absolue. Tous les Alliés se sont accordés sur ce point au sommet de Vilnius, en se félicitant de « l'accord conclu entre le secrétaire général de l'OTAN, le président de la Türkiye et le premier ministre de la Suède » (OTAN, 2023d). Il s'agit notamment de répondre aux préoccupations de sécurité légitimes de la Türkiye. Il s'agit également de trouver les moyens d'intégrer plus encore la Suède à l'Alliance à mesure que son adhésion se concrétise.
 - Lorsque la Suède adhérera à l'OTAN, les Alliés devront réfléchir avec Stockholm à la manière d'utiliser ou de moderniser les infrastructures de base pour les opérations aériennes alliées de défense dans la région de la mer Baltique. Cela nécessitera probablement l'expansion et le renforcement des bases aériennes de la Suède et des investissements dans des défenses aériennes supplémentaires.
- Les Alliés doivent non seulement maintenir, mais aussi renforcer leur présence dans la région de la mer Baltique. Comme l'a souligné le commandement maritime allié lors de la visite de la commission de défense dans le courant de l'année 2023, les Alliés ont déployé une quantité sans précédent de moyens maritimes dans la mer Baltique juste avant et après le déclenchement de la guerre en Ukraine. C'est en partie grâce à cela que les forces maritimes de l'OTAN sont devenues la deuxième plus grande marine de l'Alliance, juste derrière celle des États-Unis. Cette présence avancée doit être maintenue et ancrée grâce à une nouvelle stratégie maritime de l'OTAN et à de nouveaux moyens régionaux. Elle doit aussi être en accord avec les nouveaux plans de défense régionaux récemment adoptés par l'OTAN, ce qui inclut :
 - L'amélioration et le renforcement des moyens régionaux de recueil de renseignements (cyber, plateformes de renseignements d'origine électromagnétique, satellites et autres systèmes aériens de renseignement, surveillance et reconnaissance (ISR) avec ou sans pilote) dans la région de la mer Baltique, tant par les États de la BSR que par les Alliés. Ces efforts permettront de renforcer les capacités d'alerte précoce afin de prévenir d'éventuelles attaques-surprises et fourniront une méthode d'acquisition d'objectifs actualisée en permanence pour effectuer des frappes à distance contre des concentrations de troupes et des centres logistiques en cas de conflit.
 - L'augmentation des investissements dans les capacités de frappe de précision à longue portée. Tout en constituant une menace sérieuse, la présence de la Russie dans la région révèle aussi des points faibles logistiques potentiels, comme les Alliés l'ont appris grâce aux frappes efficaces des forces ukrainiennes sur des centres logistiques russes situés derrière leurs lignes avancées. Les États baltes ont adopté la bonne approche en investissant récemment dans des systèmes de roquettes d'artillerie à mobilité élevée (HIMARS), mais leurs efforts combinés doivent être soutenus par des achats supplémentaires des États de la région et par des forces avancées des Alliés.
 - Le perfectionnement des systèmes de défense côtière, de nouvelles défenses aériennes à plusieurs niveaux, le renforcement de la police du ciel de l'OTAN et des navires de surface et sous-marins (avec ou sans pilote) permettant d'améliorer la connaissance de la situation et de protéger le ciel, les terres et les mers de la région.

- Les Alliés doivent axer leur planification sur la façon d'utiliser leurs armes à distance, comme les missiles de croisière à lanceurs aériens et navals, afin de ralentir d'emblée toute attaque potentielle de la Russie. Ces armes peuvent être utilisées hors portée des capacités aériennes et de défense russes.
 - Compte tenu de la réalité des menaces déclarées de la Russie à l'encontre des infrastructures critiques des fonds marins alliés, les Alliés doivent soutenir la nouvelle cellule de coordination pour les infrastructures sous-marines critiques de l'OTAN. La décision d'établir le Centre maritime OTAN pour la sécurité des infrastructures sous-marines critiques au sein du Commandement maritime allié constitue un atout supplémentaire important pour les Alliés face à ce défi. Le réseau parallèle réunissant des responsables de l'OTAN, des gouvernements alliés et des acteurs du secteur privé contribuera à renforcer la sensibilisation à cette menace critique.
 - Face aux menaces nucléaires réelles de la Russie, les Alliés doivent envisager de renouveler et d'étendre leur architecture de défense contre les missiles balistiques afin de signaler à la Russie le caractère intransigeant de la posture de dissuasion de l'Alliance et son refus d'accepter toute forme de menace nucléaire.
- Encourager les États baltes à continuer de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la dissuasion régionale de l'Alliance, en les aidant à moderniser leurs forces afin d'améliorer leurs capacités de défense territoriale.
 - Les Alliés doivent continuer à promouvoir une meilleure interopérabilité à tous les niveaux, notamment en ce qui concerne les systèmes et les fournitures de niveau supérieur, afin d'évoluer vers une dissuasion intégrée tous domaines confondus.
 - En outre, les Alliés doivent continuer à consolider et à articuler l'évolution du partenariat de sécurité stratégique entre l'OTAN et l'UE, et veiller à ce que la coopération soit efficace en jouant sur les points forts de chaque organisation et en évitant les redondances inutiles.
 - Avec l'adhésion de la Finlande, et celle de la Suède à court terme, près de 96 % de la population de l'Union européenne vivra dans un pays de l'OTAN. Cette réalité ne fera qu'accentuer le chevauchement des intérêts de sécurité de chaque organisation, renforçant ainsi le rôle de l'OTAN en tant que pierre angulaire de la zone euro-atlantique.

76. Toutes ces mesures contribueront non seulement à garantir la sécurité de la région de la mer Baltique au fur et à mesure de son évolution, mais aussi à faire partie intégrante de la mise en œuvre par l'OTAN des nouveaux fondements de sa posture de dissuasion et de défense.

BIBLIOGRAPHIE

AP-OTAN,

Rapport de mission, [Visite à Oslo, Bodø, Sortland, et Tromsø \(Norvège\)](#), 27 au 30 avril 2015

Rapport de mission : [Visite en Lituanie, Lettonie et Estonie](#), du 9 au 13 mai 2016

Rapport de mission : [Visite à Tallinn \(Estonie\) et Helsinki \(Finlande\)](#), du 11 au 15 juin 2018,

Rapport de mission : [Visite à Stockholm \(Suède\) et Reijkjavik \(Islande\)](#), du 6 au 10 mai 2019

Communiqué de presse : [Le Royaume-Uni se positionne en tant qu'acteur incontournable de la nouvelle posture de défense et de dissuasion de l'OTAN](#), 13 février 2023

Armée du Royaume-Uni, ministère de la défense, « British troops and equipment on the way to bolster NATO in Estonia », 18 février 2022.

<https://www.army.mod.uk/news-and-events/news/2022/02/exercise-iron-surge-bolsters-nato/>

Brustlein, Corentin (éd.), « [Effondrement collectif ou résilience ?](#) Les priorités de défense en Europe en temps de pandémie », Ifri (institut français des relations internationales), février 2021.

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/brustlein_ed_collective_collapse_or_resilience_2021.pdf

Brennan, David, « What Finland Adds to NATO' s Military Arsenal », *Newsweek*, 4 avril 2023.

<https://www.newsweek.com/what-finland-adds-nato-military-arsenal-tanks-artillery-aircraft-russia-1792384>

Conley, Heather, Melino, Matthew and B. Alterman, Jon, « The Ice Curtain: Russia's Arctic Military Presence », CSIS (*Center for Strategic and International Studies*), 26 mars 2020.

<https://www.csis.org/analysis/ice-curtain-russias-arctic-military-presence>

DW (*Deutsche Welle*), « NATO chief says it's 'time to welcome' Finland, Sweden », 3 novembre 2022.

<https://www.dw.com/en/nato-chief-says-its-time-to-welcome-finland-sweden/a-63643751>

- (2022a) « Turkey says Sweden 'not even halfway' to NATO candidacy », 22 décembre 2022.

<https://www.dw.com/en/turkey-says-sweden-not-even-halfway-to-nato-candidacy/a-64189424>

Economist (The), « Vladimir Putin says the world's energy infrastructure is "at risk" », 20 octobre 2022.

<https://www.economist.com/international/2022/10/20/vladimir-putin-says-the-worlds-energy-infrastructure-is-at-risk>

- « Who blew up the Nord Stream pipelines? Lots of blame, no hard evidence », 8 mars 2023.

<https://www.economist.com/the-economist-explains/2023/03/08/who-blew-up-the-nord-stream-pipelines>

- « Finland has Turkey's approval and can at last join NATO », 22 mars 2023.

<https://www.economist.com/europe/2023/03/22/finland-has-turkeys-approval-and-can-at-last-join-nato>

Forsberg, Roobin, Kähkönen, Aku-M. and Moyer, Jason C., « Finland's Contributions to NATO: Strengthening the Alliance's Nordic and Arctic Fronts », *Wilson Center*, 8 novembre 2022.

<https://www.wilsoncenter.org/article/finlands-contributions-nato-strengthening-alliances-nordic-and-arctic-fronts>

Forsberg, Tuomas, « The rise of Nordic defence cooperation: a return to regionalism? », *International Affairs*, vol. 89, n° 5, septembre 2013.

<https://www.jstor.org/stable/24538302>

Fraser, Suzan and Tanner, Jari, « Erdogan: Sweden can't join NATO if Quran-burning is allowed », *AP News*, 1 février 2023.

<https://apnews.com/article/nato-politics-sweden-government-turkey-recep-tayyip-erdogan-795fe9f6fd7ed4f0416fc1a78498dd9d>

Frear, Thomas, Kulesa, Łukasz and Kearns, Ian, « Dangerous Brinkmanship:

<https://www.europeanleadershipnetwork.org/wp-content/uploads/2017/10/Dangerous-Brinkmanship.pdf>

- Close Military Encounters Between Russia and the West in 2014 », Policy brief, *The European Leadership Network*, novembre 2014. <https://www.europeanleadershipnetwork.org/wp-content/uploads/2017/10/Dangerous-Brinkmanship.pdf>
- Hicks, Kathleen et coll., « Evaluating Future U.S. Army Force Posture in Europe: Phase II Report », CSIS, juin 2016. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/160712_Samp_ArmyForcePostureEurope_Web.pdf
- Ince, Daniel, « The Russian Antiaccess/Area Denial Security Issue over Kaliningrad and the Baltics », *Wild Blue Yonder, Air University*, 17 juin 2021. <https://www.airuniversity.af.edu/Wild-Blue-Yonder/Article-Display/Article/2659250/the-russian-antiaccessarea-denial-security-issue-over-kaliningrad-and-the-balti/>
- IISS, *The Military Balance*, 2023. <https://www.iiss.org/publications/the-military-balance-plus>.
- Johnson, Simon, « Sweden to Boost Military on Gotland Amid Russia Fears, » Reuters, 29 April 2022. <https://www.reuters.com/world/europe/sweden-boost-military-gotland-amid-russia-fears-2022-04-29/>
- Karadsheh, Jomana and Sariyuce, Isil, « Why is Turkey causing problems for Finland and Sweden’s plans to join NATO? » CNN, 19 mai 2022. <https://edition.cnn.com/2022/05/18/europe/turkey-nato-finland-sweden-cmd-intl/index.html>
- Kirby, John and Adler, Katya, « Turkey’s Erdogan seals deal on Finland joining NATO », BBC, 17 mars 2023. <https://www.bbc.com/news/world-europe-64986744>
- Kristensen, Hans, « Russia Upgrades Nuclear Weapons Storage Site in Kaliningrad », *Federation of American Scientists*, 18 juin 2018, <https://fas.org/blogs/security/2018/06/kaliningrad/>
- Maison Blanche, « Remarks by President Biden Ahead of the One-Year Anniversary of Russia’s Brutal and Unprovoked Invasion of Ukraine », discours prononcé à Varsovie, Pologne, le 21 février 2023. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/02/21/remarks-by-president-biden-ahead-of-the-one-year-anniversary-of-russias-brutal-and-unprovoked-invasion-of-ukraine/>
- « FACT SHEET: The 2022 NATO Summit in Madrid », Briefing Room, Statement and Releases, 29 juin 2022. 77. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/06/29/fact-sheet-the-2022-nato-summit-in-madrid/>
- Mémorandum trilatéral entre la Turquie, la Finlande et la Suède, Madrid, 28 juin 2022. https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/220628-trilat-memo-fr.pdf
- Milne, Richard, « Sweden’s Reintroduction of the Military Draft Reflects Fears of Russian Aggression », *The Atlantic Council*, 2 mars 2017. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/natosource/sweden-s-reintroduction-of-the-military-draft-reflects-fears-of-russian-aggression/>
- Ministère de la défense de la Finlande, « Trilateral Statement of Intent among the Department of Defence of the United States of America and the Ministry of Defence of the Republic of Finland and the Ministry of Defence of the Kingdom of Sweden », mai 2018. https://www.defmin.fi/files/4231/Trilateral_Statement_of_Intent.pdf
- Gouvernement de la Norvège, « Long Term Defence Plan adopted », 18 novembre 2016. <https://www.regjeringen.no/en/topics/defence/ltp/ny-langtidsplan-for-forsvarssektoren/langtidsplanen-for-forsvarssektoren-er-vedtatt/id2520659/>
- Oliker, Olga, « Unpacking Russia’s New National Security Strategy », CSIS (*Center for Strategic and International Studies*), 7 janvier 2016. <https://www.csis.org/analysis/unpacking-russias-new-national-security-strategy>
- OTAN, « Press Conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg following the extraordinary Summit of NATO Heads of State and Government », 24 mars 2022. https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_193613.htm?selectedLocale=en
- (2022a), « Déclaration du sommet de Madrid publiée par les chefs d’État et de gouvernement des pays membres de l’OTAN à l’issue de la réunion du Conseil de l’Atlantique Nord tenue à Madrid le 29 juin 2022 ».

- https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_196951.htm?selectedLocale=fr
 - (2022b) « New NATO Force Model », 29 juin 2022.
https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/220629-infographic-new-nato-force-model.pdf
 - (2022c) « Press conference by NATO Secretary General Jens Stoltenberg following the meeting of the North Atlantic Council at the level of Heads of State and Government (2022 NATO Summit) », 29 juin 2022.
https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_197288.htm?selectedLocale=en
 - (2022d) « Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord concernant les dommages subis par les gazoducs », 29 septembre 2022.
https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_207733.htm?selectedLocale=fr
 - « Le secrétaire général de l'OTAN accueille une réunion de hauts responsables de la Türkiye, de la Finlande et de la Suède », 9 mars 2023.
https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_212654.htm
 - (2023a) « L'OTAN et l'Union européenne mettent en place une équipe spéciale pour la résilience des infrastructures critiques », 16 mars 2023.
https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_212874.htm
- Reed, Stanley, « Mysterious Blasts and Gas Leaks: What We Know About the Pipeline Breaks in Europe », *The New York Times*, 28 septembre 2022.
<https://www.nytimes.com/2022/09/28/world/europe/nordstream-pipeline-gas-leak-explosions.html>
- Reuters, « Russia moves nuclear-capable missiles into Kaliningrad », 8 octobre 2016.
<https://www.reuters.com/article/us-russia-usa-missiles-confirm-idUSKCN1280IV>
- RFI, « Turkey postpones NATO talks with Sweden, Finland », 24 janvier 2023.
<https://www.rfi.fr/en/international-news/20230124-finland-says-must-consider-joining-nato-without-sweden>
- Rinke, Andreas and Sytas, Andrius, « Germany to boost military mission in Lithuania », Reuters, 8 juin 2022.
<https://www.reuters.com/world/europe/germanys-scholz-pledges-boost-military-mission-lithuania-2022-06-07/>
- Ruiz Palmer, Diego A., « The Framework Nations' Concept and NATO: Game-Changer for a New Strategic Era or Missed Opportunity? », document de recherche, *collège de défense de l'OTAN*, Rome, n° 132, juillet 2016.
- Salonius-Pasternak, Charly, « Deeper Defence Cooperation: Finland and Sweden Together Again? » FIIA (*Finnish Institute of International Affairs*), Briefing Paper 163, décembre 2014.
<https://www.files.ethz.ch/isn/186091/bp163.pdf>
- Sciutto, Jim and Bertrand, Natasha, « US and allies discussing deploying more troops to Eastern Europe prior to any Russian invasion of Ukraine », CNN, 26 janvier 2022.
<https://edition.cnn.com/2022/01/26/politics/us-allies-discuss-deploying-more-troops/index.html>
- Shlapak, David and Johnson, Michael, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank: Wargaming the Defense of the Baltics », *RAND*, 2016.
www.rand.org/pubs/research_reports/RR1253.html
- SIPRI Military Expenditure Database, <https://milex.sipri.org/sipri>
- Skilling, David, « The Baltic Sea Region Economies: Progress and Priorities – a 20-year perspective », *The Baltic Development Forum*, 2018. http://www.bdforum.org/wp-content/uploads/2018/04/TBSREReport2018_210x297_webfinal.pdf
- Sprenger, Sebastian, « German, Estonian troops to practice defense of Tallinn harbor, airport », *DefenseNews*, 16 septembre 2022.
<https://www.defensenews.com/global/europe/2022/09/16/german-estonian-troops-to-practice-defense-of-tallinn-harbor-airport/>

TBT (*The Baltic Times*), « Think tank: Baltic defense budgets are fastest-growing worldwide », 20 octobre 2016.

https://www.baltictimes.com/think_tank_baltic_defense_budgets_are_fastest-growing_worldwide/

Vandiver, John, « US has 100,000 troops in Europe for first time since 2005 », *Stars and Stripes*, 15 mars 2022.

<https://www.stripes.com/theaters/europe/2022-03-15/us-forces-record-high-europe-war-ukraine-5350187.html>

Winnerstig, Mike, « The Strategic Ramifications of the Aurora 17 Exercise in Sweden », *ICDS*,

2 octobre 2017, <https://icds.ee/en/the-strategic-ramifications-of-the-aurora-17-exercise-in-sweden/>